

L'économie afghane au bord du chaos

Par **Henri-Louis VEDIE**

■ Résumé

L'arrivée des Talibans dans Kaboul, le 16 août 2021, et l'effondrement du régime afghan au profit des islamistes qui l'accompagne, vont provoquer une véritable onde de choc mondiale, faisant oublier, pour un temps, la situation économique du pays durant la présence américaine. Ce Papier est consacré à cette situation et aux conséquences, pour l'économie afghane, de la prise de pouvoir des Talibans.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la présence américaine n'a guère été profitable à l'économie du pays, avec des résultats en trompe l'oeil imputables à des dons ou à des soutiens financiers, essentiellement portés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) et ou émanant du monde occidental. Par contre, de façon surprenante, pendant 20 ans de présence américaine, rien n'a été fait pour valoriser le riche sous-sol afghan.

L'arrivée des Talibans prive le pays de ces dons et aides occidentales qui avaient permis à son économie de faire illusion. Parmi les pays ouverts à la discussion avec le pouvoir islamique en place, la Chine et la Russie mettent en avant les questions sécuritaires. Pourtant, la priorité absolue est économique, dans un pays incapable aujourd'hui de payer ses fonctionnaires. Valoriser le sous-sol est, bien sûr, la seule issue qui permettrait au pays de sortir de sa dépendance et de mettre fin à « l'économie de la perfusion » qui a été la sienne. La Chine, qui a déjà fait ses offres de services aux Talibans avant leur retour à Kaboul, nous semble être, de loin, le pays le mieux placé pour tirer profit de cette situation.

Depuis l'entrée des Talibans à Kaboul, beaucoup d'experts en géopolitique, en économie, en droit international etc ... s'interrogent sur les conséquences de leur retour à la tête d'un pays qu'ils ont déjà dirigé de 1996 à 2001, pour les populations locales et pour son économie. Ce retour fait suite

au retrait américain, après la victoire militaire des Talibans, victoire obtenue, ce qui est à souligner, sans combattre.

Beaucoup ont mis en avant le coût exorbitant de cette guerre pour les Etats-Unis, estimé globalement à

2313 milliards de dollars, dont 1055 milliards pour les seules opérations militaires (Source: Watson Institute for International and Public Affairs, 2021, Brown University). Si incontestablement ce coût doit être pris en compte, il faut aussi s'interroger sur les raisons du refus de combattre d'une armée afghane suréquipée militairement.

Parmi les raisons de ce refus, sans doute une différence d'approche des valeurs, les soldats de l'armée afghane n'acceptant de se battre pour des valeurs qu'ils ne partageaient pas. La situation économique du pays, à la veille du retour des Talibans, avec des résultats en trompe l'oeil et une économie sur perfusion, dépendante de l'aide internationale (FMI et Banque mondiale) leur donne en partie raison. Elle montre, en effet, que depuis 2001 et l'intervention militaire américaine, malgré le soutien aérien des forces de l'OTAN, rien n'a été fait pour engager un processus de développement durable du pays, ne valorisant pas, par exemple, aucune des ressources minières abondantes du sous-sol afghan.

L'objet de ce Papier, après avoir rappelé les données générales du pays, géographiques et économiques essentiellement, (I), est d'analyser sa situation

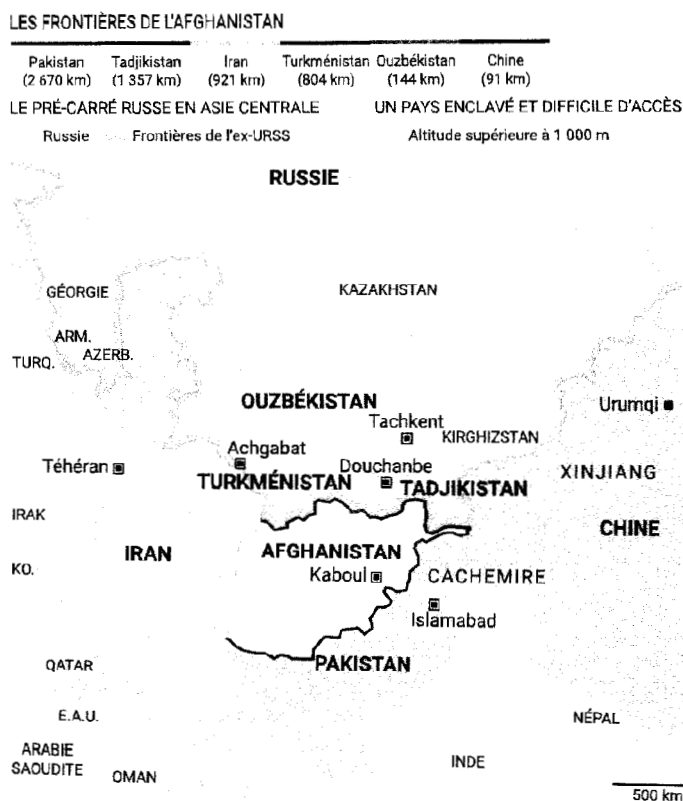
économique à la veille de l'entrée des Talibans à Kaboul (II) et d'anticiper ce que pourrait être l'économie afghane au lendemain du retour des Talibans (III).

I. Données générales, géographiques et économiques de l'Afghanistan

A. Données géographiques essentielles

Avec près de 6000 kilomètres de frontières, l'Afghanistan est un pays enclavé, pas d'ouverture directe sur la mer, ayant frontière commune avec 6 pays : le Pakistan, sur 2670 km ; le Tadjikistan, sur 1357 km ; l'Iran, sur 921 km ; le Turkménistan, sur 804 km ; l'Ouzbékistan, sur 144 km et la Chine sur 91 km. La carte 1, ci-dessous, précise ces différentes frontières. Pays d'environ 40 millions d'habitants, avec un taux de fécondité de plus de 5 enfants par femme, l'Afghanistan a l'un des PIB/habitant les plus faibles de la planète, 507 dollars US en 2021.

Afghanistan : 5987 km de frontières, 6 voisins, 2 grandes puissances co cernées



Source : CIA World Factbook, Reuters, HCR et Bloomberg / infographie : Le Figaro

Pays montagneux, avec des plaines au nord et au sud-ouest, aux extrémités d'altitude allant de 258m à 7485 m (Nowshak), l'Afghanistan a une géographie difficile, connue pour sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles, ce qui explique, pour partie, une logistique souvent défaillante, avec des infrastructures inadaptées à cette géographie montagneuse. Limitrophe de la Russie, avec laquelle il n'a pas de frontières communes, il est considéré par cette dernière comme faisant partie de sa zone d'influence via sa proximité avec le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Pays hier membres de l'ex-URSS. Avec la Chine, dont il partage une frontière commune sur quelques dizaines de kilomètres, il fait partie depuis 2016 des « nouvelles routes de la soie ». Précisons, également, que ce pays est traversé par le fleuve Hari Rûd, fleuve qui traverse également l'Iran et le Turkménistan.

B. Une économie principalement agricole, un sous-sol très riche et très peu exploité

1- Une activité de niche profitable: la production de tapis

Moins connue que la production d'opium, plus honorable sans aucun doute, la fabrication de tapis. Fruit d'un savoir ancestral, transmis et reconnu, le tapis afghan est particulièrement apprécié sur le marché mondial, permettant au pays d'en être l'un des plus grands fabricants mondiaux. Ce secteur d'activité occupe en direct plus de 1 million de personnes, et en indirect au moins autant (Production, coupe et lavage de laine). C'est le produit d'importation le plus important du pays, bien qu'une partie des entreprises qui les fabriquent soient délocalisées, pour des raisons de sécurité, au Pakistan voisin, allié historique.

2- Une économie reposant majoritairement sur son agriculture

a- Une agriculture devenue importatrice : céréales, fruits et légumes

L'Afghanistan est un pays avant tout agricole, 85% des Afghans sont des paysans. Bénéficiant d'un climat avantageux et ensoleillé au sud et humide au nord, le pays est connu pour ses fruits, divers et variés, allant

des cerises aux abricots, aux melons, en passant par les raisins et les pastèques. On y produisait même du vin, en dehors de la période d'occupation islamique. Au cours du temps, la culture des terres destinées aux céréales et/ou au coton ont été, en grande partie, reconverties dans la culture du pavot. Ce qui a eu comme conséquence de faire du pays un importateur de fruits, de céréales et de légumes. Considérée comme le grenier à blé du pays, la région du Badakhsan est autosuffisante si on la consacre antérieurement aux cultures vivrières. Autosuffisante mais culture moins rentable que l'exploitation du pavot.

b- Une narco économie agricole

Celle-ci commence avec le retrait des troupes soviétiques. L'exploitation du pavot avec la production d'opium qui lui est associé va devenir la principale manne financière des Talibans lorsqu'ils sont au pouvoir, mais aussi la principale manne financière qui va leur permettre de conquérir de nouveau le pouvoir. Selon les rapports annuels de l'ONU, les surfaces dédiées à la culture du pavot auraient ainsi augmenté de 67% entre 2016 et 2017. Elle est inégalement répartie selon les territoires. Dans la seule région de Helmand, frontalière du Pakistan, elle représente aujourd'hui 64000 hectares, produisant à elle seule environ 50% de la production nationale, y consacrant un tiers de ses terres cultivables. Même dans les régions du nord, où elle était quasi inexistante, l'exploitation du pavot y progresse fortement, passant de quelques centaines d'hectares, en 2014, à 43000 hectares en 2017. Economie de l'informel, mais pas économie de l'invisible, cette narco économie totalise entre 85% et 90% de la production mondiale d'opium.

3- Un sous-sol très riche, peu et/ou pas exploité

C'est peu de dire que le sous-sol afghan est riche et diversifié. Cela va des pierres précieuses à l'or, aux métaux, ferreux et non ferreux, aux terres rares, sans oublier les énergies fossiles.

a- Des pierres précieuses et des gisements aurifères

A l'exception du diamant, on trouve ici ce qui constitue l'essentiel des pierres de la planète : outre le rubis et l'émeraude, rappelons la présence de saphir, de lapis-lazuli dont le pays est le premier producteur mondial, d'afghanite qui doit son nom au fait d'avoir été découverte dans une mine de lapis-lazuli, en 1968, à Sar e Sang, en Afghanistan, etc

Dans ce pays, très peu bancarisé, les pierres précieuses ont parfois servi de monnaie d'échange. On cite ainsi le cas du commandant Massoud qui aurait financé la guerre coûteuse qu'il mena contre les Talibans par le commerce de l'émeraude et du lapis-lazuli.

Concernant les gisements aurifères, le premier gisement fut découvert dans les années soixante au Badakhchan. Cette importante mine d'or n'est pas encore exploitée.

Par contre, l'autre mine découverte en 2003 à Hérat, à l'ouest du pays, est déjà en activité, une entreprise britannique assurant son exploitation.

b- Des métaux, ferreux et non ferreux, en quantité

Par ordre alphabétique, le tableau 2 ci-dessous les regroupe, précisant leur domaine principal d'utilisation.

Tableau 2 : les principales ressources minières afghanes et leurs domaines d'utilisation

Amiante	Utilisée dans les matériaux de construction.
Baryum/Barytine	Utilisé dans l'industrie pétrolière.
Bauxite	Utilisée dans la production d'aluminium, métal le plus utilisé après le fer: ustensiles ménagers et emballage.
Célestite	Utilisée pour soulager tensions musculaires dues au stress et au surmenage, mais aussi en cas de troubles oculaires et auditifs.
Chrome/Chromite	Utilisé dans la production d'alliages connus sous le nom de ferro chrome.
Cuivre	Multiples utilisations: fabrication de câbles électriques, de rails, de pièces pour téléviseurs, de radiateurs automobiles etc.
Étain	Utilisé principalement comme revêtement anti-corrosion pour le fer et le cuivre.
Fer	Matière première essentielle, on la retrouve dans des domaines très différents, comme la construction de monuments de la statue de la liberté, dans la fabrication d'outils, d'automobiles, de boîtes de conserve ou de poteaux électriques.
Lithium	Ressource essentielle à la transition énergétique, utilisée pour le stockage de l'énergie dans les batteries, les fermes solaires ou l'éolien.
Molybdène	Principalement utilisé pour durcir les aciers à haute température, mais aussi dans l'industrie pétrolière ou dans la médecine nucléaire.
Pegmatite	Utilisée dans l'industrie de la céramique, de la verrerie et comme Abrasif.
Plomb	Utilisé dans la fabrication de batteries, d'accumulateurs, de munitions, de dispositifs de protection contre le rayonnement nucléaire et les rayons X etc
Terres rares : néodyme, praséodyme, dysprosium	Considérées comme cruciales dans la fabrication d'aimants utilisés dans l'éolien et la voiture électrique.
Tungstène	Utilisé dans la fabrication des ampoules électriques, des tubes cathodiques des postes de télévision et des électrodes.
Tantale	Utilisé comme additif dans la fabrication de superalliages pour l'aéronautique, mais aussi dans la fabrication d'instruments chirurgicaux et d'implants ou, encore, comme filtre pour rayons x.

Source /US geological survey (USGS). The New York Times.

Les géologues russes, durant l'occupation russe de l'Afghanistan, avaient conclu à l'existence d'importantes richesses minérales dans le sous-sol du pays occupé, richesses minérales qui pour beaucoup d'entre elles semblaient disposer d'un important potentiel d'exploitation à l'échelle industrielle. L'estimation récente de ce sous-sol, faite cette fois par des géologues américains, vient confirmer et amplifier le constat de leurs collègues russes.

Quelques chiffres fournis par l'USGS : les gisements de cuivre représenteraient 60 millions de tonnes de cuivre, ceux de minerai de fer, 2,2 millions de tonnes, sans oublier 1,4 million de tonnes de terres rares et le plus important gisement de lithium de la planète. Les Russes, pas plus que les Américains qui les connaissaient n'ont considéré comme prioritaire leur exploitation.

Concernant leur exploitation, on n'y dénombre que la signature d'un protocole d'accord, dès novembre 2007, entre le Ministère des mines afghan et deux compagnies chinoises / « China metallurgical group » et « Jiangxi copper Co »/. En 2010, ces deux groupes chinois vont être les gagnants d'un appel d'offre des autorités afghanes proposant 3,5 milliards de dollars, dans le cadre de l'exploitation de la mine de cuivre d'Aynak, prévoyant la construction d'un chemin de fer reliant le nord du pays à la frontière et transformer le minerai en lingots de cuivre, lui permettant d'en maîtriser la technologie. Ajoutons à cela qu'il était également prévu des royalties sur 40 % des ventes de cuivre réalisées. Sans être abandonné, ce projet n'a guère progressé depuis 2010.

c- Des énergies fossiles importantes : charbon, gaz, pétrole

Le Charbon est exploité depuis le début du vingtième siècle, essentiellement pour le chauffage dans un cadre domestique, près des gisements. Si on généralisait leur exploitation, cela rendrait le pays autosuffisant sur le plan énergétique. Reste à concilier son exploitation avec la contrainte environnementale.

Les réserves de pétrole en Afghanistan sont régulièrement revues à la hausse, par rapport à l'estimation faite par les Russes en 1980. Une étude réalisée par l'USGS vient d'estimer ces gisements à 1000 milliards de dollars, soit 100 fois supérieurs aux estimations soviétiques des années quatre-vingt. Avant la chute de Kaboul, les grandes compagnies pétrolières mondiales (Unocal, Texaco, BP

et Total) s'y sont installées dans l'attente de pouvoir répondre aux appels d'offre des autorités afghanes, lorsque ces dernières en auraient décidé.

Les réserves de gaz naturel sont importantes, elles aussi revues à la hausse régulièrement. Dans les années 80, on commence à l'exploiter. La Banque mondiale les estimait à 140 milliards de m³. Des études faites à partir des années 2000, dans le Nord et l'Ouest du pays, les estiment à 2520 milliards de dollars, soit 18 fois supérieurs à celles des années 80. Depuis, d'autres gisements ont été repérés dans le Sud et l'Est du pays, conduisant à réévaluer les 2520 milliards de m³.

Comme on peut le constater, l'Afghanistan est un pays à fort potentiel de développement, de par les richesses de son sous-sol. Et ce fort potentiel ne se retrouve pas dans la réalité économique du pays en 2021, avec un PIB par habitant de seulement 500 dollars. Ce qui en fait un des pays les plus pauvres de la planète. Les Russes et les Américains qui l'ont successivement occupé n'ignoraient pas ce trésor. Pourtant, aucun d'entre eux n'a cherché vraiment à l'exploiter, laissant ce trésor intact et le pays à ses démons habituels (culture du pavot et corruption), ou le faisant dépendre des institutions monétaires internationales (BM et FMI).

II. Une présence américaine guère profitable à l'économie afghane

A. Des résultats macroéconomiques en trompe l'oeil

1-Données retenues dans le cadre de l'étude

Cinq indicateurs ont été privilégiés : le taux de croissance en % du PIB ; le taux d'inflation en % ; le déficit budgétaire en % du PIB ; la dette publique en % du PIB et le solde courant de la balance des paiements, toujours en % du PIB. Les données 2020 sont des estimations, celles de 2021 sont des prévisions faites avant l'entrée des Talibans à Kaboul, mais prenant en compte l'annonce faite par le Président Biden d'un retrait définitif des troupes américaines du pays. Le tableau 1 ci-dessous retrace l'évolution de ces cinq indicateurs entre 2018 et 2021.

Tableau 1. Evolution de la croissance, de l'inflation, du déficit budgétaire, de la dette publique, du solde courant de l'Afghanistan entre 2018-2021

Année	2018	2019	2020 (e)	2021(p)
Croissance du PIB	1,2	3,9	-5,0	4,0
Inflation	0,6	2,3	5,4	4,8
Déficit budgétaire	1,6	-1,1	-2,8	-2,2
Dette publique	7,4	6,1	7,8	8,9
Solde courant	12,2	11,7	9,5	7,8

2-Des données qui, dans leur ensemble, rappellent la grande dépendance de l'économie afghane aux dons et aux institutions monétaires internationales

- Concernant le taux de croissance, même s'il progresse de 2018 à 2019, il reste très insuffisant pour une économie dont le PIB par habitant (environ 500 dollars) est l'un des plus faibles de la planète. Et, bien sûr, la pandémie n'a fait que contribuer à dégrader une situation économique des plus précaires. Sur le plan sanitaire, la proximité du pays avec l'Iran n'a rien arrangé. Et la fermeture des frontières, avec un confinement de mi-mars à mi-mai, vont impacter lourdement le secteur industriel local (23 % du PIB), contribuant à creuser davantage le déficit commercial structurel du pays, la baisse des exportations n'étant pas compensée par celle des importations. Aussi, dans ces circonstances, la récession du pays (-5% en 2020) est logique. Par contre, la reprise attendue à 4% en 2021, portée par son agriculture, est loin d'être acquise. En effet, l'arrivée des Talibans à Kaboul va entraîner immédiatement le gel des dons venant du FMI et/ou de la Banque mondiale, avec les conséquences que l'on peut imaginer.
- Si le taux de croissance de l'inflation est faible en 2018, il ne cesse de progresser depuis. Ajoutons que beaucoup d'experts la considèrent comme sous-évaluée, et qu'elle est la conséquence de la hausse des prix alimentaires.

- Le taux d'endettement, particulièrement faible et stable, ne peut être considéré comme un indicateur de bonne santé de l'économie, traduisant l'incapacité du pays à emprunter. Même raisonnement pour le déficit budgétaire, excédentaire en 2018 et déficitaire en 2019-2020 et 2021, mais dans une fourchette comprise entre 1,1 et 2,8. Mais ces chiffres sont trompeurs, car, hors dons, ils sont beaucoup plus élevés pour la dette publique et de -5% et -6% pour le déficit public.
- Reste le solde courant, excédentaire dans une fourchette comprise entre 7,8% et 12,2 %. Mais, là encore, ce sont des résultats en trompe l'oeil, le solde courant prenant en compte les dons reçus. Hors dons, ce solde courant est très largement déficitaire, dépassant 30% du PIB. Ajoutons que les perturbations liées aux conséquences de la pandémie sur le commerce international ont aussi contribué à dégrader davantage encore un déficit déjà abyssal de la balance commerciale.

Cette analyse confirme la très grande dépendance de l'économie afghane aux soutiens financiers des institutions internationales, le FMI essentiellement. Des chiffres sans appel : 43 % du PIB et 50 % des ressources de l'Etat sont des dons. Précisons que fin 2020, le FMI a renouvelé la faculté élargie de crédit (FEC) de 370 millions de dollars US, en contrepartie de réformes à mettre en place. Fin 2020, les différentes institutions internationales ont renouvelé leur engagement d'aide, pour la période 2021-2024 à hauteur de 12 milliards de dollars US, dont 3,3 milliards disponibles en 2021. Et ce dans le cadre de l'aide internationale aux pays présentant des déficits jumeaux (déficit public et déficit courant) en hausse.

B-Forces et faiblesses de l'économie afghane à la veille du retour des Talibans à Kaboul

Coté faiblesses, le pays offre des infrastructures de communication particulièrement modestes et inadéquates le plus souvent, dans des secteurs prioritaires comme le transport, l'eau et l'énergie. Malgré 20 ans de présence américaine, la pauvreté concerne les deux tiers d'une population, toujours dans la crainte d'une insécurité alimentaire. Peu est de dire que la gouvernance est

défaillante, ne contrôlant qu'à peine 50 % du territoire, avec une corruption qui règne en maître.

Sur le plan économique, on rappellera aussi la double dépendance de l'économie afghane aux dons et financements internationaux, d'une part, et à son agriculture, d'autre part. Dépendance aux dons et aux financements internationaux particulièrement problématique pour les finances publiques du pays dont la viabilité en dépend totalement. Dépendance d'une agriculture représentant 40 % de l'emploi du pays très vulnérable aux conditions climatiques.

On soulignera, enfin, la dollarisation d'une économie (61,5 % des dépôts bancaires en dollars), avec un crédit très peu développé (entre 2 et 4 % du PIB), conduisant à fragiliser davantage un système bancaire déjà modeste.

Coté forces, bien évidemment, en premier lieu des matières premières abondantes (gaz, pétrole, minéraux), peu ou pas exploitées, mais dont le potentiel d'exploitation représente incontestablement un point fort de l'économie afghane. Mais aussi un soutien financier international, constant ces dernières années, soumis en contrepartie à des réformes qui ne peuvent qu'être bénéfiques pour l'économie du pays. Enfin, des réalisations de la dernière décennie sont à souligner : celles ayant trait au développement des couloirs de transit, d'une part, et celles ayant trait au développement de couloirs énergétiques, d'autre part.

- Concernant les couloirs de transit (corridor au régime administratif particulier, facilitant le passage de marchandises lorsque les conditions géopolitiques sont défavorables), celui de Lapis Lazuli est particulièrement important. Il se concrétise par un accord signé en novembre 2017, entre l'Afghanistan, la Turquie et trois ex-républiques soviétiques (l'Azerbaïdjan, la Géorgie et le Turkménistan). Cet accord concrétise la mise en place d'un couloir routier et ferroviaire, reliant l'Afghanistan à la Turquie, puis à l'Europe. Il vise également à harmoniser les procédures de douane et à lever les barrières logistiques concernant le commerce entre les cinq pays. Depuis fin 2020, des négociations sont en cours avec le Pakistan pour réviser l'accord de transit avec le Pakistan et conclure avec lui un accord commercial préférentiel.

- Les couloirs énergétiques régionaux ne sont pas en reste. Le gazoduc TAPI, en construction depuis 2015, part des champs gaziers du Turkménistan, traverse l'Afghanistan à destination du Pakistan et de l'Inde. Il devrait être terminé en 2021/2022.

Concernant les lignes électriques, deux d'entre elles sont à souligner :

- La CASA 1000, tout d'abord, est un projet en construction depuis 2015, permettant l'exportation d'hydro-électricité du Kirghizstan et du Tadjikistan à destination de l'Afghanistan et du Pakistan. Depuis 2020, ceux de la section afghane sont engagés, financés à hauteur de 78 % par la Banque mondiale.
- Celui d'un projet avancé de la construction d'une ligne électrique haute tension, s'étendant sur 260 kilomètres, de Surkhan, en Ouzbékistan, vers le Sud, jusqu'à Puli Khumri, à 230 kilomètres au Nord de Kaboul.

Comme on peut le constater, les points forts de l'économie afghane, à la veille du retour d'une gouvernance talibane, ne concernent guère le quotidien des populations locales : des matières premières abondantes mais peu exploitées ; des infrastructures de communication en voie d'amélioration incontestable ; des améliorations non moins contestables dans le domaine énergétique mais qui ne seront toutes opérationnelles qu'à partir de fin 2021/2022, dans l'hypothèse meilleure etc.

Rien d'illogique quand on connaît la complexité du pays. Mais cela supposait implicitement, comme gage de réussite, une présence américaine ou un gouvernement soutenu par la communauté internationale qui s'inscrive dans le temps long. Les faits récents ont montré qu'il n'en était rien, bien au contraire. Et certains de ces avantages pourraient bien bénéficier au nouveau pouvoir en place.

III. L'économie afghane, sous gouvernance talibane : entre certitudes et incertitudes

A- Une certitude doublée d'une nécessité, restaurer une confiance minimale avec les puissances étrangères et les institutions financières internationales

Après des semaines de stabilité, la monnaie afghane (l'Afghani) va connaître une chute brutale de son cours par rapport au dollar de 6 %, dès l'entrée des Talibans dans Kaboul. Cette chute va s'accroître : atteignant -14 % en octobre 2021. Dans l'attente d'un gouvernement provisoire, la Banque mondiale et le FMI ont suspendu leurs versements et les Etats de l'Union européenne (UE) ont fait de même. Pour les mêmes raisons, les Etats-Unis ont interdit à la Banque centrale afghane d'accéder aux fonds déposés par elle auprès de la Réserve fédérale. Toutes leurs contributions sont vitales pour l'économie du pays, représentant 52 % de son budget national. A très court terme, les nouveaux maîtres de Kaboul vont donc devoir éviter une crise de change de leur monnaie nationale et convaincre pays et institutions internationales de mettre fin à ces suspensions.

- Eviter une crise de change, dans une économie dollarisée, avec une inflation qui s'emballe, nous semble être aujourd'hui l'urgence de l'urgence. Dans un pays où seulement 10 à 15 % des habitants ont un compte bancaire, les autorités talibanes détiennent en partie la réponse. Vont-ils faire du marché des changes un marché sous contrôle, taxant toujours davantage les revenus qu'il génère, ou vont-ils le libérer de toute contrainte et le laisser librement fonctionner ? Choisir la première option, qui fut celle de l'Etat islamique en Irak, ne pourrait qu'affaiblir davantage l'Afghani et renforcer paradoxalement la dollarisation de l'économie. Prendre l'option libérale ne leur coûterait rien et leur permettrait de donner les premiers signes de bonne volonté. La nomination de Mohammad Idriss, un obscur fonctionnaire selon les Echos, à la tête de la Banque centrale afghane, semblerait privilégier un marché des changes sous contrôle.
- Rassurer et donner des gages aux Institutions financières internationales est la seconde urgence. Aujourd'hui, les avoirs internationaux du pays, estimés à 9 milliards de dollars, sont gelés et les caisses de la Banque centrale sont vides. Face à une double pénurie de devises et de liquidités, les autorités talibanes ont

limité les retraits bancaires. Mais cela n'empêche pas, selon les Nations unies, que les fonctionnaires ne soient plus payés, que le système de santé soit proche de l'effondrement et qu'un tiers de la population locale soit menacé de famine.

Compte tenu que les Américains, par la voix de leur Président, ont réaffirmé que « les Talibans seront jugés sur leurs actions et pas seulement sur leur paroles », il y a fort à parier qu'à court terme les Talibans ne peuvent espérer des Occidentaux qu'une aide humanitaire. Dès le 19 août dernier, l'Emirat proclamé par les Talibans, en rappelant par la voix d'un des cadres du mouvement, Waheedullah Hashimi, que « nous n'allons pas discuter du type de système politique, car cela est clair, c'est la charia, un point c'est tout », ne donnait guère de gages aux Occidentaux pour changer de comportement à leur égard. L'absence de femmes dans le premier gouvernement provisoire afghan est un signal fort à l'égard de ceux qui en doutaient.

Aujourd'hui, donc, les seules ressources, en dehors de l'aide humanitaire, dont peuvent bénéficier les Talibans sont les taxes et les droits de douane, environ deux milliards de dollars annuels. On est très loin du compte, si on se rappelle que le montant des dépenses publiques est de l'ordre de 12 milliards de dollars. Précisons que ces 2 milliards annuels sont loin d'être garantis, l'arrivée des Talibans ayant accéléré de nouveau la délocalisation d'entreprises afghanes en Turquie et à Dubaï. Reste le trafic de la drogue, estimé par l'ONU à deux milliards de dollars. En 2000, alors au pouvoir, ils l'avaient interdit, oubliant au passage que c'est ce trafic de drogue qui leur avait permis de financer leur guerre déjà victorieuse contre les occidentaux en 1996. Cette fois, ils auront beau jeu de ne pas l'interdire, arguant du comportement de ces mêmes Occidentaux, gelant leur aide internationale. C'est pourquoi, à court terme la situation de l'économie afghane ne peut que se dégrader, contribuant à l'augmentation de l'aide humanitaire, qui de toute façon restera très insuffisante pour simplement enrayer cette dégradation.

B. L'exploitation des ressources naturelles du pays : la Chine en pole position

Bien évidemment, les nouveaux maîtres de Kaboul comptent sur l'exploitation des ressources naturelles, abondantes et diversifiées, pour renflouer les caisses publiques et compenser progressivement le retrait des aides publiques et des dons. Mais pour cela, il faut des routes sûres, une administration compétente, la stabilité politique etc. Outre que cette valorisation prendra du temps, elle suppose des investisseurs étrangers, plus probablement des Etats prêts à investir dans le pays, acceptant les risques que suppose la situation actuelle. Parmi ces Etats, on pense bien sûr aux voisins les plus proches et aux pays se situant sur la route de la soie. Parmi tous ces pays, la Chine nous semble particulièrement intéressée par la richesse du sous-sol afghan.

1. Un réchauffement spectaculaire et rapide des relations entre la Chine et la gouvernance talibane, prémices d'un soutien à l'économie afghane

Quelques points de repère. Dès leur prise de pouvoir, le bureau politique des Talibans déclare « n'autoriser personne à menacer la Chine depuis le territoire taliban. ». Aucun autre pays frontalier n'est cité. En réponse, alors que toutes les ambassades se fermaient, les Chinois décident de maintenir leur ambassade ouverte. Rien de très surprenant, si on veut bien se rappeler que les relations entre les deux pays remontent à 1955. Certes, entre temps, en 1996 les Chinois, avec la victoire des Talibans, vont fermer leur ambassade, soutiennent les Américains, en 2001, et ferment de nouveau leur ambassade. Comme toujours, la réalpolitik chinoise devrait s'imposer. Entre 2007 et 2010, ils commencent à s'intéresser aux mines de cuivre d'Aynak. Enfin, en 2019, la Chine reçoit officiellement des délégations de Talibans, leur proposant un marché, celui d'investir en contrepartie d'une rupture des ponts avec les mouvements séparatistes ouighours.

2- Une logique de soutien gagnant-gagnant

Le départ précipité des Américains de Kaboul leur donne une nouvelle opportunité de participer à la valorisation du sous-sol afghan, et ce dans une logique gagnant-gagnant, profitable à la Chine et aux Talibans.

Gagnante pour la Chine, car outre le cuivre le sous-sol afghan recèle des terres rares et des gisements de lithium qu'ils aimeraient bien exploiter et de nombreuses autres

ressources minières qui peuvent les intéresser (voir tableau 1). Certes, des luttes armées rivales des sites les plus intéressants ne sont pas à exclure, mais la proximité de l'Afghanistan, pays avec lequel la Chine partage une frontière commune, en réduit les coûts de transport, autre avantage.

Gagnante pour les Talibans, pour lesquels la présence chinoise pourrait être interprétée comme une reconnaissance. Gagnante, aussi, par les ressources et les emplois générés par ces investissements. Gagnante, enfin, par la possibilité de bénéficier des avantages des nouvelles routes de la soie, le grand projet du président chinois Xi Jinping qui a, depuis 2016, intégré l'Afghanistan à ce projet. Parmi ces avantages, l'accès à la Banque africaine de Développement (BAD), la Banque asiatique de Développement (BASD), contrôlée totalement par la Chine, qui permet à ses bénéficiaires d'obtenir des prêts à des conditions avantageuses.

Deux réunions récentes, un sommet spécial du G20, consacré à l'Afghanistan, le 12 octobre 2021, et une réunion organisée à l'initiative de la Russie, à Moscou, une semaine plus tard, le 20 octobre, réunissant outre la Russie, la Chine, le Pakistan, l'Inde, l'Iran et des pays d'Asie centrale, permettent de tirer des conclusions intéressantes :

- Au G20 du 12 octobre, sous la présidence de l'Italie, les Occidentaux conditionnent le dégel de leur aide au respect des droits humains, ceux des femmes et des filles afghanes en particulier, et à la rupture des liens entre les Talibans et les organisations terroristes. Par contre, la Chine et la Russie, représentés par leurs ministres respectifs des Affaires étrangères, ont insisté sur la nécessité de stabiliser le pays au plus vite, réaffirmant être prêtes à tendre la main aux nouveaux maîtres de Kaboul. Concrètement, cela signifie que les Occidentaux entendant ne rien lâcher sur les principes qui les ont conduits à geler leur aide financière, rappelant au passage que l'aide humanitaire de un milliard de dollars, qui représente un pansement sur une jambe de bois, n'était en rien une reconnaissance, mais destinée aux populations afghanes et non aux autorités du pays.
- La réunion de Moscou, où les Etats-Unis avaient décliné l'offre de W. Poutine d'y participer, mais en présence d'émissaires afghans, va confirmer deux priorités. Celle, tout d'abord, pour les Talibans de

la reconnaissance de leur gouvernement. Celle, ensuite, de tous les autres participants de privilégier les questions sécuritaires.

D'économie il ne fut guère question à Moscou, alors que c'était la question centrale du G20. Pourtant, le soutien à l'économie afghane est une nécessité absolue, plus prioritaire aujourd'hui qu'hier. Dès 2019, la Chine va fixer les règles conditionnant sa participation à la valorisation du sous-sol afghan, seule façon de tourner la page de « l'économie de la perfusion », à savoir pour les dirigeants du pays de rompre tout lien avec le Parti islamique du Turkestan (TIP), organisation ouïghoure djihadiste. C'était, il est vrai, alors avec les Talibans qui combattaient le gouvernement en place...Le départ précipité des Etats-Unis ne remet donc pas en cause cette proposition, mais au contraire la rend plus que jamais actuelle. En effet, l'économie afghane, qui ne peut plus à court terme compter sur l'aide internationale, essentiellement occidentale, n'est plus maître de son destin.

En mettant en avant les questions sécuritaires, la Russie et la Chine ont montré que leur priorité n'était pas directement économique.

La Chine, à la différence de la Russie qui n'a pas profité de son passage à Kaboul pour valoriser le sous-sol afghan, a montré un intérêt constant pour ce sous-sol. Dans la situation actuelle, les nouveaux maîtres du pays n'ont guère le choix. Ils devront accepter toute aide à leur économie, d'où qu'elle vienne. Comme nous l'avons montré, la Chine est en pole position pour la valorisation du sous-sol afghan. La décision lui appartient. Considérant, elle aussi, que les questions sécuritaires sont prioritaires, et sachant pertinemment que le chaos économique est accélérateur d'insécurité, en participant à la valorisation du sous-sol afghan, elle fait donc coup double.

Conclusion générale

De cette situation, l'histoire retiendra, comme elle l'a déjà fait, qu'on ne peut, en occupant un territoire, avoir le soutien des populations locales si on ne met pas en place un processus de développement auquel elles sont associées. C'est une condition nécessaire mais pas nécessairement suffisante. Des sommes considérables ont été engagées durant ces 20 ans, on parle de 2000 milliards de dollars ! Au lieu de les consacrer totalement à des fins militaires, il eut été plus opportun d'engager une partie de ces sommes à valoriser les richesses réelles du pays. La Chine devrait directement ou indirectement être associée demain à la valorisation de ces richesses. Elle en a d'ailleurs fait déjà une offre discrète, en 2019, aux Talibans lorsque ces derniers combattaient le régime afghan qu'eux chinois avaient contribué à mettre en place avec les Occidentaux. Ce rappel ne nécessite aucun commentaire, se suffisant à lui-même.

À propos de l'auteur, Henri-Louis VEDIE

Docteur d'état en sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris).

Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma